

**Assemblée générale**

Quarante-neuvième session

**107<sup>e</sup>** séance plénière

Jeudi 14 septembre 1995, à 10 h 30

New York

*Documents officiels*

---

*Président* : M. Essy ..... (Côte d'Ivoire)*La séance est ouverte à 11 h 15.***Point 112 de l'ordre du jour (suite)****Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (A/49/838/Add.5)**

**Le Président** : Dans une lettre contenue dans le document A/49/838/Add.5 le Secrétaire général m'informe que depuis la parution de ses communications datées des 26 janvier, 28 février, 24 mai, 21 juin et 12 juillet 1995, la Guinée-Bissau et la Mauritanie ont versé le montant nécessaire pour ramener le montant de leurs arriérés en deçà du montant indiqué dans l'Article 19 de la Charte.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note de cette information?

*Il en est ainsi décidé.***Inondations et ouragans à Antigua-et-Barbuda, en République populaire démocratique de Corée, au Maroc et au Pakistan**

**Le Président** : Je voudrais, au nom de tous les Membres de l'Assemblée, exprimer ma sympathie aux Gouvernements et aux peuples d'Antigua-et-Barbuda, du Maroc, du Pakistan et de la République populaire démocratique de Corée pour les tragiques pertes en vies humaines et les importants dommages matériels résultant des inondations et des ouragans qui ont récemment frappé ces pays.

J'espère que la communauté internationale fera preuve de solidarité et répondra rapidement et généreusement aux demandes d'assistance qui pourraient lui être adressées.

**Point 10 de l'ordre du jour (suite)****Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation****Renforcement du système des Nations Unies****Projet de résolution (A/49/L.68)****Rapport de la Cinquième Commission (A/49/961)**

**Le Président** : L'Assemblée va d'abord examiner un projet de résolution (A/49/L.68) intitulé «Renforcement du système des Nations Unies», que l'honneur de présenter.

Le texte de consensus dont est saisie l'Assemblée générale ce matin est le fruit de consultations intensives tenues en mon nom par S. E. M. Sreenivasan, de l'Inde. Je tiens à lui réitérer tout spécialement ma gratitude et à exprimer ma satisfaction devant l'esprit de coopération qui

a régné tout au long des consultations. Je suis convaincu que ce texte démontre l'importance que les États Membres accordent à la nécessité de promouvoir le rôle de l'Organisation des Nations Unies en cette période difficile. Avant de passer à l'examen du projet de résolution, je voudrais rappeler certains éléments d'accord importants dont il faudra tenir compte dans l'application de la résolution.

Au paragraphe 1, l'Assemblée déciderait de créer un groupe de travail de haut niveau à composition non limitée, qui serait placé sous la présidence du Président de l'Assemblée générale et aurait deux vice-présidents élus par le Groupe de travail. Au cours des discussions, il a été convenu que le Groupe de travail tiendrait une réunion au cours de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale. Aux termes du même paragraphe, l'Assemblée déciderait que le Groupe de travail pourrait créer, selon que de besoin, des sous-groupes ouverts à la participation de tous les États Membres.

Pour ce qui est du paragraphe 2, qui décrit le type de rapports et d'études que devrait examiner le Groupe de travail, on s'est entendu sur le fait que, étant donné la complexité et le très gros volume de la documentation disponible, le travail de collecte systématique de l'information devrait commencer dès que possible. Il serait donc nécessaire que le Groupe de travail ou, le cas échéant, son bureau, se réunisse sur des questions d'organisation au cours de la période de septembre à décembre. Il importerait tout particulièrement que le Groupe de travail ou, le cas échéant, son bureau, donne des directives au Secrétariat avant que celui-ci ne commence à préparer la documentation à l'intention du Groupe de travail. Les études et rapports des commissions et institutions, dont certains présentent des propositions d'une portée considérable, portent sur maints aspects du système des Nations Unies dans les domaines politique, économique et social, et d'autres domaines. Aussi, procéder à la synthèse et au classement de tous ces rapports et études sera une entreprise considérable. Il est donc nécessaire de canaliser les efforts, de façon que les documents présentés s'inscrivent dans le cadre d'un plan de travail. Comme il est déclaré au paragraphe 4, le Groupe de travail commencerait ses travaux de fond au cours de la cinquantième session de l'Assemblée générale. Mais il importe de noter que le gros des travaux de fond commencerait en 1996, ce qui laisserait au Secrétariat un certain temps pour mener les recherches initiales et rassembler les informations qui seraient présentées au Groupe de travail à la première occasion en 1996.

Au paragraphe 3, il est demandé au Groupe de travail de rester régulièrement en contact avec les bureaux des

groupes de travail mentionnés au cinquième alinéa du préambule, démarche essentielle si l'on veut éviter les chevauchements, et dont le but est d'assurer que les travaux des autres groupes de travail se poursuivent sans entrave. On établirait ainsi un mécanisme transparent pour faciliter ces contacts. Le Groupe de travail est censé présenter un rapport sur ses travaux avant la fin de la cinquantième session, et devrait donc organiser ses travaux et le calendrier de ses réunions de façon à pouvoir établir et présenter un rapport en temps utile, en tout état de cause le lundi 14 septembre 1996 — date de la clôture de la cinquantième session — au plus tard.

Au paragraphe 5 du projet de résolution, le Secrétaire général est prié de fournir, dans les limites des ressources existantes, complétées par un fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions volontaires, toute l'assistance nécessaire au Groupe de travail, notamment les installations et les services d'appui dont il a besoin pour mener ses travaux. Le fonds d'affectation spéciale serait utilisé pour s'assurer des services d'experts chargés d'étudier et d'analyser les travaux existants sur la question, et les États Membres sont priés instamment de contribuer à ce fonds.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/49/L.68.

Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences du projet de résolution A/49/L.68 sur le budget-programme est publié sous la cote A/49/961.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/49/L.68?

*Le projet de résolution A/49/L.68 est adopté (résolution 49/252).*

**M. Birenbaum** (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Les États-Unis ont été heureux de se rallier au consensus sur le projet de résolution A/49/L.68, «Renforcement du système des Nations Unies».

Monsieur le Président, notre délégation vous remercie de votre clairvoyance qui a permis d'aboutir à la résolution de consensus adoptée aujourd'hui. Nous tenons aussi à exprimer notre reconnaissance à l'Ambassadeur Sreenivasan, de l'Inde, pour sa direction éclairée qui a permis de mener à bien le travail du Comité de rédaction.

Monsieur le Président, votre initiative a aidé les États Membres à voir plus loin que les problèmes immédiats, à envisager un système des Nations Unies organisé de

manière à faire face aux défis futurs avec plus d'efficacité et à se concentrer davantage sur ses missions essentielles.

Comme le Président Clinton l'a dit en juin dernier à l'occasion du cinquantième anniversaire de la signature de la Charte à San Francisco, «Les Nations Unies doivent devenir plus souples, agir plus rapidement, gaspiller moins et produire davantage, mais, ce qui est plus important encore, inspirer confiance à nos gouvernements et à nos peuples».

Le consensus qui s'est dégagé aujourd'hui offre aux États Membres un moyen de mettre au point le schéma directeur d'un tel système des Nations Unies. Le Groupe de travail ne commencera pas à partir de rien. Il pourra heureusement s'inspirer d'une ample littérature sur la réforme de l'ONU ainsi que des présentations des États Membres. La tâche du Groupe de travail consistera à retenir les meilleures de ces idées et à les incorporer dans son rapport à la cinquantième session de l'Assemblée générale. Ce faisant, le Groupe de travail devra éviter de faire double emploi avec les activités des autres groupes de travail. La résolution le stipule, et les États-Unis sont bien décidés à faire en sorte que les efforts de ce nouveau Groupe de travail soient axés sur des questions qui ne sont pas examinées par ces organes.

Le cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies est la meilleure occasion qui puisse nous être donnée d'entreprendre cette tâche. Que pourrions-nous léguer de mieux à nos successeurs qu'un système des Nations Unies revitalisé, renforcé et réformé? Les États-Unis se réjouissent à l'idée d'oeuvrer avec tous les États Membres dans un esprit de partenariat pour faire en sorte que la grande promesse contenue dans cette résolution soit tenue.

Comme le Président Clinton l'a dit catégoriquement à San Francisco dans son allocution, les États-Unis sont pleinement attachés au système des Nations Unies. Nous souhaitons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour l'aider à réaliser les buts et objectifs éternels de la Charte. C'est dans cet esprit que nous nous engageons à coopérer avec tous les membres et à oeuvrer de façon constructive à la mise au point d'un plan pour l'ONU du XXIe siècle d'ici à la fin de cette cinquantième session historique de l'Assemblée générale des Nations Unies.

**M. Yañez-Barnuevo** (Espagne) (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai l'honneur d'intervenir au nom de l'Union européenne. La Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République

tchèque, la République slovaque et la Roumanie s'associent à la teneur de cette déclaration.

L'Assemblée générale vient d'adopter, sans vote, le projet de résolution contenu dans le document A/49/L.68, que vous nous avez présenté, Monsieur le Président, en vue de l'examen de la question du renforcement du système des Nations Unies. L'Union européenne se déclare satisfaite de cette décision, qui représente l'aboutissement de l'initiative que vous avez prise, Monsieur le Président, et elle vous remercie des efforts inlassables que vous avez déployés ces derniers mois à ce sujet.

Qu'il me soit également permis, par votre intermédiaire, d'exprimer à la délégation indienne la reconnaissance de l'Union européenne pour la façon excellente dont l'Ambassadeur Sreenivasan a présidé les consultations officielles tenues en votre nom, dont l'heureux résultat est le texte que nous venons d'adopter.

L'Union européenne attache une grande importance aux efforts déployés en vue de la revitalisation, du renforcement et de la réforme du système des Nations Unies et suit avec une attention particulière les initiatives destinées à parvenir à cet objectif. Dans cette perspective, dans la Déclaration solennelle adoptée à sa réunion de Cannes les 26 et 27 juillet dernier, le Conseil européen a lancé un appel à l'ONU et à ses États Membres, afin de

«poursuivre et mettre au point le programme de réforme en cours, afin de combler les lacunes existant dans certains domaines et d'être prêt à relever les défis du siècle à venir.»

Cet appel exprime avec force le fondement de la position constructive et active adoptée par l'Union européenne, ainsi que par ses États membres, lors des réunions des différents groupes de travail de l'Assemblée générale déjà établis et de notre examen positif des réformes entreprises par le Secrétariat. Il guidera également la participation active de l'Union européenne lors du vaste débat sur l'avenir de l'Organisation, pour lequel le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies représente une occasion unique.

Avec l'adoption du projet de résolution A/49/L.68, le groupe de haut niveau à composition non limitée que nous avons décidé de créer deviendra partie intégrante du réseau de groupes de travail qui, actuellement, examinent les moyens les plus adéquats de préparer notre Organisation aux défis qui nous attendent.

Comme l'indique fort bien le paragraphe 2 du dispositif de la résolution qui vient d'être adoptée, le Groupe de travail spécifiera par consensus les idées et propositions, tirées de l'examen approfondi des études et rapports, qu'il jugera appropriées aux fins de la revitalisation, du renforcement et de la réforme du système des Nations Unies, conformément aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies.

Ce travail de collationnement et d'identification contribuera à renforcer et à compléter les efforts de réforme actuellement entrepris dans les autres groupes de travail de l'Assemblée générale, sans faire double emploi ni faire obstacle de quelque façon que ce soit à ces travaux. Je me réfère bien sûr aux groupes de travail énumérés à l'alinéa 5 du préambule de la résolution, à savoir le Groupe de travail ad hoc à composition non limitée sur l'Agenda pour le développement, le Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies, le Groupe de travail à composition non limitée sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, le Groupe de travail officieux à composition non limitée sur l'Agenda pour la paix et les Consultations sur de nouvelles modalités éventuelles de financement des activités opérationnelles de développement.

À cet égard, je voudrais souligner l'importance particulière que l'Union européenne attache à la mise en oeuvre prudente de cet aspect fondamental du mandat du Groupe de travail qui vient d'être créé. À cette fin, il est indispensable qu'il y ait une coopération étroite entre les Bureaux de tous ces groupes de travail.

Qui plus est, l'Union européenne souhaite réitérer qu'à son avis, il est particulièrement opportun pour les travaux du Groupe de travail de haut niveau que soit reconnue l'importance qu'une base financière viable revêt pour le bon fonctionnement de l'ONU.

Monsieur le Président, l'Union européenne a écouté avec beaucoup d'attention la déclaration que vous avez prononcée pour présenter le document A/49/L.68, et tient à dire qu'elle souscrit aux accords qui doivent être pris en compte pour l'application de la résolution que nous venons d'adopter.

L'Union européenne, quant à elle, s'engage à participer de façon constructive aux travaux de fond du Groupe de travail qui commenceront au cours de la cinquantième session de l'Assemblée générale. De même, l'Union européenne espère que les États Membres participeront à ces

travaux afin de renforcer le système des Nations Unies et avec la ferme intention d'appuyer l'Organisation dans ses activités. À cet égard, l'Union européenne espère que le Groupe de travail récemment créé élira les membres de son Bureau le plus rapidement possible.

**M. Mabilangan** (Philippines) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, au nom du Comité mixte de coordination du Groupe des 77 et du Mouvement des pays non alignés, je tiens à vous dire combien nous sommes heureux de vous voir présider l'Assemblée générale ainsi qu'à vous féliciter chaleureusement du succès de votre initiative tendant à créer un groupe de travail chargé d'examiner la question du renforcement du système des Nations Unies. Nous vous félicitons également de nous avoir guidés vers un consensus sur cette question. Je souhaite également, au nom du Comité mixte de coordination, féliciter et remercier particulièrement l'Ambassadeur Sreenivasan, de l'Inde, pour avoir guidé patiemment mais fermement les négociations sur cette résolution.

La résolution que nous avons adoptée est également le résultat des négociations constructives auxquelles ont participé tous les groupes et toutes les délégations et de leur coopération. Toutes les parties ont fait preuve de souplesse et fait les compromis nécessaires pour pouvoir parvenir à un consensus.

Le Comité de coordination du Groupe des 77 et du Mouvement des non-alignés considère que la résolution, et donc le Groupe de travail que nous avons établi, représentent un moyen important d'examiner et d'identifier par consensus diverses propositions visant à renforcer le système des Nations Unies. Nous attachons également une grande importance au fait que ce groupe de travail est un groupe de haut niveau et à composition non limitée, c'est-à-dire ouvert à la participation de tous les États Membres. Ce qui, d'après nous, est un préalable essentiel à la réalisation d'un consensus authentique quant aux résultats du Groupe de travail.

Par ailleurs, nous reconnaissons et soutenons pleinement l'accord selon lequel le Groupe de travail ne fera pas double emploi avec les autres groupes de travail, ni qu'un nouveau groupe de travail ne devra entraver les efforts des autres groupes de travail dans l'accomplissement de leurs mandats respectifs. Cet accord particulier, énoncé au paragraphe 2 du dispositif de la résolution, est le seul moyen d'assurer la mise en oeuvre complète et effective du mandat du Groupe de travail. Le maintien de contacts réguliers avec les bureaux des autres groupes de travail, comme le de-

mande la résolution, contribuera à garantir qu'il n'y ait pas de double emploi dans les travaux.

Le Comité mixte de coordination est disposé à commencer les travaux de fond en temps voulu au cours de la cinquantième session. À cet égard, il devra être pleinement tenu compte du programme de travail chargé de l'Assemblée générale, en particulier durant la cinquantième session, et des contraintes imposées aux petites délégations. Nous devons surtout, étant donné la composition non limitée du Groupe de travail, assurer la plus complète participation de toutes les délégations à ses délibérations. Le Comité mixte de coordination du Groupe des 77 et du Mouvement des non-alignés tient particulièrement à garantir le respect de cet impératif lors de l'établissement du calendrier des réunions du Groupe. Étant donné l'importance des tâches confiées au Groupe de travail, une participation universelle est essentielle à son succès. Nous avons également pris note de votre observation, Monsieur le Président, selon laquelle la plus grande partie du travail de fond commencerait en 1996.

Enfin, nous avons l'intention de continuer d'oeuvrer de manière constructive avec tous les autres groupes et délégations et de participer activement au Groupe de travail. Nous espérons sincèrement que ce nouveau Groupe de travail jouera un rôle majeur dans le renforcement du système des Nations Unies, afin que l'Organisation puisse jouer efficacement son rôle et répondre aux défis mondiaux du XXIe siècle.

**M. Balzan** (Malte) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation souhaite s'associer à la déclaration faite précédemment par le Représentant permanent de l'Espagne au nom de l'Union européenne.

C'est avec satisfaction que nous accueillons l'adoption de la résolution, sans vote, sur la question du renforcement du système des Nations Unies.

Nous voudrions en particulier vous remercier, Monsieur le Président, des efforts inlassables que vous avez déployés pour assurer le succès de votre initiative. Nos sentiments de gratitude s'adressent également à l'Ambassadeur Sreenivasan, qui, usant de tous ses talents diplomatiques, a mené «discussions informelles» au succès.

Depuis son entrée à l'Organisation, Malte a toujours été parmi les premiers à souligner la nécessité de réformer l'organisation et les structures institutionnelles de l'ONU afin qu'elle soit mieux à même d'affronter les défis et les réalités de l'heure.

Monsieur le Président, ma délégation observe avec une profonde satisfaction l'intérêt avec lequel vous continuez à donner suite aux initiatives prises par vos prédécesseurs dans leurs efforts pour améliorer l'efficacité de l'Organisation. La contribution apportée par les anciens Présidents au processus de réforme et de consolidation mérite d'être reconnue. C'est au cours de la quarante-cinquième session que le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Malte, M. Guido de Marco, alors Président de l'Assemblée générale, a lancé un certain nombre de propositions destinées à réformer les diverses institutions composant le système des Nations Unies — à une période où la communauté internationale traversait une importante phase de transition.

Faisant suite aux initiatives prises par M. de Marco, le Gouvernement de Malte a soumis, en début d'année, une requête en vue de l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la cinquantième session d'un point touchant à l'examen du rôle du Conseil de Tutelle.

Monsieur le Président, ma délégation espère vivement que vos successeurs continueront à développer le processus de réforme en cours lancé par vos prédécesseurs et que vous avez vous-même poursuivi avec succès.

**M. Biørn Lian** (Norvège) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous dire que nous vous sommes profondément reconnaissants de la détermination dont vous avez fait preuve pour garantir l'adoption du projet de résolution A/49/L.68 sur le renforcement du système des Nations Unies. J'ajoute que nous sommes également vivement reconnaissants à l'Ambassadeur Sreenivasan de la Mission permanente de l'Inde, de la façon efficace dont il a mené les consultations qui ont abouti au présent texte.

La Norvège soutient pleinement tous les efforts visant à renforcer le système des Nations Unies et à consolider son rôle, sa capacité et son efficacité. Nous pensons que la mise sur pied d'un groupe de travail de haut niveau à composition non limitée devrait devenir le moyen de procéder au type de réforme et de revitalisation dont l'Organisation a besoin pour réaliser pleinement son potentiel, si l'on veut qu'elle soit à même de répondre plus adéquatement aux besoins et aux aspirations des peuples du monde et des générations futures.

Le moment ne pouvait être mieux choisi. Le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies est l'occasion idoine de faire le bilan des enseignements tirés des 50 premières années, sur la toile de fond des guerres,

chaudes et froides, des efforts de développement et d'élimination de la pauvreté, ainsi que des aspirations des peuples à l'autodétermination et à la décolonisation; et nous devons regarder vers l'avenir. Les propositions de réforme devraient, selon nous, porter leurs fruits avant la fin de la cinquantième session. Ce serait une façon pour nous d'adresser un important message au monde extérieur et lui faire savoir que les Membres des Nations Unies accordent à ces travaux l'attention et la priorité nécessaires.

Les pays nordiques ont toujours encouragé des réformes équitables et prospectives du système des Nations Unies. L'urgence de cette question a été de nouveau soulignée, le 31 août, par les Ministres des affaires étrangères des cinq pays nordiques. Ils ont notamment mis l'accent sur l'importance d'obtenir des résultats concrets dans les divers groupes de travail qui s'occupent de cette réforme, et ils ont réitéré leur soutien sans faille aux Nations Unies et à une coopération multinationale mondiale.

Nous voudrions souligner à quel point il est nécessaire que le travail du Groupe de travail de haut niveau soit axé vers l'avenir et véritablement visionnaire. Ce travail doit se faire sur une large base et prendre en compte le débat, les idées et les propositions nées hors des cercles gouvernementaux et des Nations Unies, tel le rapport CarlssonRamphal sur l'autorité mondiale. Nous partageons donc les vues exprimées par le Secrétaire général dans son rapport sur l'activité de l'Organisation au sujet des récents rapports établis par un certain nombre de commissions indépendantes sur les 50 prochaines années de l'ONU et qui, selon le Secrétaire général, sont d'une particulière importance pour le travail du Groupe de travail de haut niveau.

Nous attendons avec intérêt le début des travaux du Groupe de travail auquel nous promettons notre soutien plein et actif.

**Le Président :** Je tiens à remercier toutes les délégations qui ont participé aux travaux qui ont permis la création du Groupe de travail et, surtout, la formulation de cette résolution. Cela n'a pas été facile; il a fallu faire preuve d'imagination et de détermination, et je voudrais remercier toutes ces délégations.

Je pense que cette résolution est le résultat de tout ce qui a été dit en séance plénière par toutes les délégations, et surtout les chefs de délégation, qui ont tous appelé à une réforme de l'Organisation des Nations Unies à l'aube du XXIe siècle.

## **Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies**

### **Rapport du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (A/49/43)**

#### **Rapport de la Cinquième Commission (A/49/963)**

#### **Projet de décision (A/49/43, par. 33)**

**Le Président :** Je voudrais féliciter sincèrement l'Ambassadeur Ernst Sucharipa et S. E. Mme Annette des Iles pour la manière compétente dont ils ont dirigé les travaux du Groupe. Je les remercie très sincèrement et les félicite de leur travail.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note du rapport (A/49/963) de la Cinquième Commission sur ce point?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président :** L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur le projet de décision contenu dans le paragraphe 33 du rapport du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de décision contenu dans le paragraphe 33 du document A/49/43?

*Il en est ainsi décidé.*

**M. Yañez-Barnuevo** (Espagne) (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Chypre et Malte s'associent à la teneur de cette déclaration.

L'Union européenne, comme elle a déjà eu l'occasion de le dire, en particulier lors de ses interventions au sein du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies, accorde la plus grande importance politique à la nécessité de trouver une solution à la crise financière de l'Organisation, afin d'établir une base financière solide et permanente qui permette à l'ONU d'exécuter les mandats qui lui ont été confiés.

À cet égard, je voudrais rappeler que lors de la réunion qui a eu lieu à Cannes les 26 et 27 juin dernier, le Conseil européen a adopté une déclaration solennelle sur le cinquantième anniversaire des Nations Unies, où il souligne que

«...le succès et le bon fonctionnement de l'ONU dépendent, par-dessus tout, de l'appui politique des États Membres et des ressources qu'ils mettent à sa disposition, principalement en s'acquittant intégralement, ponctuellement et inconditionnellement de leurs obligations financières.»

Nous venons d'adopter sans vote le projet de décision recommandé par le Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière des Nations Unies, dans lequel il est pris note des activités du Groupe et il est décidé que le Groupe continuera ses activités pendant la prochaine session de l'Assemblée générale. Tout en jugeant cette décision positive, l'Union européenne voudrait souligner la nécessité sans cesse plus impérieuse d'adopter un ensemble global de mesures afin d'améliorer la situation financière de l'ONU.

À cet égard, l'Union européenne voudrait dire qu'elle est préoccupée par le fait que le Groupe de travail n'a pas encore été en mesure de recommander une seule mesure concrète, en dépit du temps et des efforts qui ont été consacrés à l'examen de cette question. Comme l'a dit le Secrétaire général lorsqu'il a pris parole au Groupe de travail le 22 juin dernier, et comme il l'a réitéré récemment dans son Rapport (A/50/1) sur l'activité de l'Organisation, il faut adopter des mesures concrètes, qui pourraient être certaines des mesures qui ont été proposées; en tout état de cause, il est nécessaire de prendre des décisions pour éviter que la situation financière continue de se détériorer de jour en jour.

L'Union européenne a pris note avec une grande préoccupation de la déclaration faite à la Cinquième Commission pas plus tard que le 12 septembre 1995 par le Secrétaire général adjoint du Département de l'administration et de la gestion, M. Connor, dans laquelle il a souligné la détérioration continue et grave de la situation financière de l'Organisation. Nous reconnaissons que cette situation exige que des mesures urgentes soient prises par le Secrétariat, mais nous tenons à répéter que nous sommes d'avis que la suspension du remboursement des sommes dues aux États qui fournissent des contingents doit être uniquement considérée comme une mesure à court terme, du fait de la charge financière lourde et injuste qu'elle représente pour ces pays et en particulier pour ceux qui se sont acquittés de leurs obligations financières à l'égard de l'Organisation. Nous espérons que des mesures addition-

nelles visant à trouver une solution satisfaisante à la situation actuelle seront proposées à l'Assemblée générale, comme l'a indiqué M. Connor dans sa déclaration.

L'Union européenne — qui a participé très activement aux travaux du Groupe de haut niveau et qui a présenté diverses propositions relatives à tous les points de l'ordre du jour du Groupe, y compris quelques propositions détaillées relatives à une révision éventuelle des barèmes de quotes-parts et à la création de mesures d'incitation et de dissuasion — voudrait réaffirmer qu'elle est tout à fait disposée à coopérer de façon constructive avec tous les États Membres afin d'obtenir des résultats concrets.

Par ailleurs, les États membres de l'Union européenne, qui financent en 1995 34 % du budget ordinaire de l'Organisation et 36,7 % du budget des opérations de maintien de la paix, et qui ont versé pendant la première moitié de cette année, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1995, plus de 50 % du total des contributions effectivement réglées au titre des deux budgets, voudraient rappeler qu'une des conditions indispensables au règlement de la crise financière des Nations Unies est que tous les États Membres montrent clairement qu'ils sont prêts à s'acquitter intégralement, ponctuellement et inconditionnellement de leurs obligations financières au titre de la Charte.

C'est pourquoi l'Union européenne estime que toute décision qui fait obstacle au respect de ces obligations ne fera qu'aggraver davantage la situation financière actuelle et entravera également la capacité de l'Organisation à mener à bien les programmes qui lui ont été confiés et à les gérer efficacement. À cet égard, l'Union européenne voudrait signaler que la décision unilatérale prise par le principal pays contributeur de limiter à 25 % sa contribution au budget des opérations de maintien de la paix est inacceptable.

L'Union européenne tient aussi à exprimer sa reconnaissance aux Vice-Présidents du Groupe de travail de haut niveau pour l'excellente façon dont ils ont dirigé les délibérations du Groupe ainsi qu'au Secrétariat pour la documentation importante et fort intéressante fournie, qui facilitera le travail du Groupe dans les mois à venir. À cet égard, l'Union européenne aimerait recevoir du Secrétariat des informations périodiques générales sur tous les aspects de la situation de trésorerie de l'Organisation et, en fonction des données disponibles, des informations sur les montants dus par chaque État Membre.

Enfin, l'Union européenne voudrait dire une fois encore que ses États membres sont tout à fait disposés à

continuer de participer de façon constructive aux travaux du Groupe de travail de haut niveau lorsque ce dernier reprendra ses travaux. Le Groupe de travail devrait se réunir le plus rapidement possible au cours de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale, afin de jeter les bases qui lui permettront de mettre la dernière main à ses travaux pendant la cinquantième session.

**M. Mabilangan** (Philippines) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine au sujet du rapport du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.

Monsieur le Président, le Groupe des 77 et la Chine voudraient tout d'abord vous dire combien ils apprécient vos efforts méritoires qui ont permis l'adoption par consensus de la résolution 49/143 portant création du Groupe de travail, mais aussi la sagesse et le leadership avec lesquels vous avez dirigé ses travaux.

Le Groupe des 77 et la Chine tiennent également à rendre un hommage tout particulier aux deux Vice-Présidents, l'Ambassadeur Ernst Sucharipa, de l'Autriche, et l'Ambassadeur Annette des Iles, de la Trinité-et-Tobago, pour leurs louables efforts, la manière dont ils ont dirigé les travaux du Groupe de travail et la détermination dont ils ont fait preuve pour que le rapport soit adopté par consensus.

Le Groupe des 77 et la Chine tiennent aussi à prendre acte et à se féliciter de l'assistance technique précieuse que le Secrétariat a fournie au Groupe de travail.

La situation financière grave dans laquelle se trouve actuellement l'Organisation est un sujet de préoccupation pour tous les États Membres. C'est la raison pour laquelle le Groupe des 77 et la Chine ont participé activement aux délibérations du Groupe de travail, montrant ainsi leur désir de trouver d'urgence des solutions viables aux problèmes de trésorerie que connaît en permanence l'Organisation et qui l'empêchent de s'acquitter des mandats qui lui ont été confiés par nous, les États Membres, et d'honorer ses propres obligations financières.

Le Groupe des 77 et la Chine expriment l'espoir que les États Membres saisiront l'occasion du cinquantième anniversaire des Nations Unies pour que tous les arriérés et toutes les contributions non acquittées soient versés promptement, surtout par les principaux bailleurs de fonds. Ce faisant, les États Membres réaffirmeraient leur volonté de renforcer le rôle de l'Organisation.

Le rapport dont nous sommes saisis reflète l'éventail des divergences d'opinions exprimées par les États Membres à propos des diverses questions et propositions présentées par certains États Membres et par le Secrétariat. Pour leur part, le Groupe des 77 et la Chine ont déjà exprimé leur point de vue sur la façon d'aborder ces questions et c'est la raison pour laquelle je me garderai de faire perdre son temps à l'Assemblée en réaffirmant la position du Groupe des 77 et de la Chine sur ces questions. Toutefois, le Groupe des 77 et la Chine ont le sentiment que ce Groupe de travail a encore beaucoup à faire avant de trouver une solution viable aux graves problèmes financiers de l'Organisation, problèmes que nous, les États Membres, avons reconnus collectivement dans la résolution 41/213. À cet égard, nous nous rallions à la décision de consensus que vient d'adopter l'Assemblée pour que le Groupe de travail poursuive ses travaux à la prochaine session.

Le Groupe des 77 et la Chine continuent d'accorder une grande importance à la question de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies. Aussi notre groupe espère-t-il sincèrement que le calendrier des réunions du Groupe de travail permettra à tous les États Membres de participer à ses travaux, sans perdre de vue les activités qui auront lieu pendant la session ordinaire. Et à cet égard, le Groupe des 77 et la Chine préféreraient que le Groupe de travail reprenne ses travaux de fond au début de l'année prochaine.

Pour conclure, le Groupe des 77 et la Chine continueront de participer aux travaux du Groupe de travail de façon dynamique et constructive.

**M. Bjørn Lian** (Norvège) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais très brièvement associer ma délégation aux propos qu'a tenus il y a quelques instants le représentant de l'Espagne, qui est intervenu au nom de l'Union européenne. Nous nous faisons notamment l'écho des préoccupations qu'il a exprimées face à la grave détérioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies et devant la décision prise unilatéralement par un grand État Membre de réduire à 25 % sa contribution au budget des opérations de maintien de la paix.

L'interruption des remboursements et des paiements pour les lettres d'attribution aux pays qui fournissent des contingents, annoncée par le Secrétaire général adjoint Connor à la Cinquième Commission, va injustement toucher les pays qui paient normalement leurs contributions aux Nations Unies. Nous espérons que les États Membres auront la possibilité d'examiner les mesures d'épargne mises en place.



**M. Baluch** (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation voudrait s'associer à la déclaration faite par le Président du Groupe des 77 sur la situation financière d'ensemble de l'Organisation. Toutefois, ma délégation aimerait revenir sur la déclaration du Secrétaire général adjoint, M. Connor, au sujet de la nouvelle détérioration de la situation financière de l'Organisation et de la décision prise en conséquence de suspendre les remboursements aux pays qui fournissent des contingents.

Le Pakistan est au nombre des pays qui ont versé leur quote-part à l'Organisation intégralement et en temps voulu. Ma délégation estime que la décision visant à suspendre le remboursement risque d'entraîner des difficultés pour les pays qui fournissent des contingents. Ma délégation espère par conséquent sincèrement que l'on trouvera rapidement les moyens de lever cet embargo, que nous espérons temporaire, sur le remboursement aux pays fournisseurs de contingents.

**M. Zulkifli** (Malaisie) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation voudrait s'associer à la déclaration prononcée par l'Ambassadeur des Philippines au nom du Groupe des 77 et de la Chine sur ce point. Je voudrais également saisir cette occasion pour appuyer les interventions des orateurs précédents sur la question de la suspension du remboursement aux États Membres, particulièrement aux pays fournisseurs de contingents.

Ayant entendu la déclaration prononcée le 12 septembre 1995 devant la Cinquième Commission par le Secrétaire général adjoint, M. Joseph Connor, ainsi que celle prononcée par le Secrétaire général lui-même il y a quelques mois devant le Groupe de travail de haut niveau sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies, ma délégation qu'en raison de la situation financière grave, le Secrétariat des Nations Unies soit tenu de surseoir au remboursement des sommes dues aux pays qui fournissent des contingents.

La Malaisie fait actuellement partie des pays qui fournissent les plus importants contingents aux différentes missions de maintien de la paix, avec près de 1 500 soldats à l'étranger. Il est regrettable que des pays qui comme la Malaisie — qui est également l'un des pays qui ont versé leurs contributions tant au budget ordinaire qu'au budget de maintien de la paix intégralement et en temps voulu, soient en fait pénalisés alors qu'ils ne sont pas en faute. Cela pourrait avoir une incidence sur la participation d'autres pays contributeurs de contingents à des futures opérations de maintien de la paix.

À plusieurs reprises, ma délégation a demandé aux Membres de l'ONU, et particulièrement aux principaux bailleurs de fonds, d'honorer les obligations qui leur incombent au titre de la Charte et de payer intégralement, en temps voulu et sans conditions les sommes qu'ils sont tenus de verser à l'ONU. Il est triste de constater qu'à la veille du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, les États Membres ne sont pas en fait véritablement attachés aux travaux et au bon fonctionnement de l'ONU et ne les soutiennent pas.

Je voudrais demander une fois encore aux États Membres d'honorer leurs obligations financières afin que l'ONU puisse fonctionner correctement. J'espère qu'on épargnera aux pays qui fournissent des contingents la pénalité dont je viens de parler. Tous les efforts doivent être faits pour que les États Membres, notamment les principaux contributeurs, répondent d'urgence et honorent les obligations qui leur incombent au titre de la Charte. Ma délégation voudrait voir l'ONU fonctionner sur une assise viable et sûre lors de la prochaine cinquantième session de l'Assemblée générale.

**Le Président** : Nous avons ainsi achevé l'examen du point 10 de l'ordre du jour.

#### **Point 8 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

##### **Demande d'inscription d'un point subsidiaire additionnel à l'ordre du jour de la quarante-neuvième session présentée par le Secrétaire général (A/49/242)**

**Le Président** : L'Assemblée va maintenant examiner la demande d'inscription à l'ordre du jour de la quarante-neuvième session d'un alinéa additionnel au point 17 de l'ordre du jour relatif aux «Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations». À cet égard, une note du Secrétaire général a été distribuée sous la cote A/49/242.

Dans sa note du 10 août 1995, le Secrétaire général propose de nommer M. Rubens Ricupero Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour un mandat de quatre ans prenant effet le 15 septembre 1995 et expirant le 14 septembre 1999.

Comme le point 17 de l'ordre du jour ne comporte pas d'alinéa concernant la nomination au siège devenu vacant,

il est proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la quarante-neuvième session un alinéa intitulé «Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement».

En l'absence d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale convient qu'étant donné les circonstances qui viennent d'être décrites, il peut être dérogé à la disposition de l'article 40 du règlement intérieur, qui prescrit que le Bureau se réunisse pour examiner la question de l'inscription de cet alinéa à l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** : Puis-je également considérer que l'Assemblée générale souhaite inscrire à l'ordre du jour un alinéa additionnel au point 17, intitulé

«k) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement»?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** : Les représentants se souviendront que cet alinéa est normalement examiné directement en séance plénière. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite examiner cet alinéa directement en séance plénière?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** : Puis-je également considérer que l'Assemblée décide de procéder immédiatement à l'examen de la recommandation figurant dans la note du Secrétaire général publiée sous la cote A/49/242?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** : J'appelle donc de nouveau l'attention des représentants sur le document A/49/242, qui contient une note du Secrétaire général sur le point 17 k) de l'ordre du jour relatif à la confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Au paragraphe 2 de sa note du 10 août 1995, le Secrétaire général propose de nommer M. Rubens Ricupero Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour un mandat de quatre ans prenant effet le 15 septembre 1995 et expirant le 14 septembre 1999.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale, sur proposition du Secrétaire général, souhaite confirmer la nomination de M. Rubens Ricupero comme Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour un mandat de quatre ans prenant effet le 15 septembre 1995 et expirant le 14 septembre 1999?

*Il en est ainsi décidé.*

**M. Mabilangan** (Philippines) (*interprétation de l'anglais*) : Prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, je suis très heureux de noter la confirmation qui vient d'être donnée par l'Assemblée générale de la nomination de M. Rubens Ricupero, du Brésil, en tant que nouveau Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Je suis certain que la communauté internationale se félicite de la nomination de M. Ricupero. Le Groupe des 77 voudrait également rendre un hommage particulier au Secrétaire général, M. M. Boutros Boutros-Ghali, qui a mis fin à plus d'un an et demi d'attente anxieuse du nouveau Secrétaire général de la CNUCED. Nous espérons que le Secrétaire général des Nations Unies fournira à M. Ricupero tout l'appui nécessaire à l'accomplissement de sa tâche. M. Ricupero apporte à la CNUCED sa vaste expérience de gestionnaire et de diplomate. Nous sommes certains que, sous sa direction, la CNUCED se hissera à de nouveaux sommets.

Les pays en développement attachent une importance particulière au travail accompli par la CNUCED en tant qu'organe du système des Nations Unies orienté vers le développement. La CNUCED a joué un rôle central en fournissant à l'Assemblée générale les apports nécessaires pour entreprendre des travaux analytiques d'orientation politique dans les domaines économique et du développement.

Plus que jamais, les pays en développement sont convaincus que la CNUCED doit être renforcée afin qu'elle puisse remplir pleinement son mandat en matière de développement, compte tenu en particulier de la mondialisation de l'économie internationale et de l'augmentation de l'interdépendance économique entre les États. La pertinence de la CNUCED s'est encore accrue suite à la création de l'Organisation mondiale du commerce international, laquelle a renforcé la nécessité d'un forum ou d'une institution commerciaux d'orientation politique fortement axés sur le développement.

L'an prochain, les délégations des pays se rendront en Afrique du Sud pour la neuvième CNUCED. La CNUCED IX devrait marquer l'avènement d'une CNUCED revigorée et en faire une instance fournissant des apports et des directives importants dans le domaine du développement. La nomination de M. Rubens Ricupero en tant que nouveau Secrétaire général de la CNUCED est certainement de bon augure pour la réussite de ce très important rassemblement de pays Membres.

**M. Ziauddin** (Bangladesh) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation s'associe à toutes celles qui se sont félicitées de la nomination de M. Rubens Ricupero à la tête du Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et tient à le féliciter de sa nomination au poste de Secrétaire général de la CNUCED.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fait un travail remarquable en nommant M. Ricupero, et nous l'en remercions. Cela montre clairement que la communauté internationale a la ferme conviction que la CNUCED continue à jouer un rôle important en matière de commerce et de développement. Nous souscrivons pleinement à la déclaration faite par le Président du Groupe des 77. Nous sommes persuadés qu'étant donné sa connaissance du système des Nations Unies et l'intérêt qu'il porte au développement et au commerce international, M. Ricupero dirigera l'organisation d'une manière efficace et professionnelle dans les années à venir.

La nomination de M. Ricupero augure bien aussi de la Réunion intergouvernementale de haut niveau chargée de procéder à un examen à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action en faveur des pays les moins développés pour les années 90, qui doit se tenir à New York à partir du 26 septembre. Nous sommes persuadés que sous sa direction compétente et enthousiaste, la CNUCED jouera un rôle crucial, avec une énergie renouvelée, dans la mise en oeuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 90, et particulièrement pour le reste de la décennie. Les pays les moins avancés lui promettent leur soutien sans réserve dans l'accomplissement de ses nouvelles responsabilités.

**M. Amorim** (Brésil) : Avant de traiter de la question spécifique de la nomination de l'Ambassadeur Ricupero, permettez-moi, Monsieur le Président, puisque j'ai eu le privilège d'être le premier à vous souhaiter la bienvenue à l'ouverture de la quarante-neuvième session de Assemblée générale, de vous exprimer toute ma gratitude et celle de mon gouvernement pour le dévouement et la sagesse avec

lesquels vous avez conduit nos travaux. C'est un honneur pour moi de pouvoir, encore une fois, prendre la parole à l'Assemblée sous votre insigne présidence.

*(L'orateur poursuit en anglais)*

J'aimerais aussi exprimer ma reconnaissance et celle de mon gouvernement au Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, pour avoir nommé l'Ambassadeur Rubens Ricupero au poste de Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, notre bien-aimée et précieuse CNUCED. Nous exprimons également notre gratitude aux États Membres pour la confirmation de sa nomination par l'Assemblée générale.

Qu'il me soit également permis d'exprimer ma gratitude à l'Ambassadeur Mabilangan des Philippines pour les paroles aimables de bienvenue qu'il a prononcées au nom du Groupe des 77. Je remercie également le Représentant permanent du Bangladesh de ses paroles stimulantes.

L'Ambassadeur Ricupero a, pendant de longues années, servi remarquablement le Gouvernement brésilien et la communauté internationale en tant que fonctionnaire, universitaire, homme d'État et, surtout, humaniste dévoué aux causes du développement et de la coopération internationale. L'Ambassadeur Ricupero s'est acquis le respect de tous ses collègues en tant que Représentant permanent à Genève et que Président des parties contractantes durant une période particulièrement difficile des négociations d'Uruguay. En tant que son successeur à Genève, j'ai eu le privilège d'être témoin de la reconnaissance de sa compétence professionnelle et de ses qualités humaines.

L'Ambassadeur Ricupero s'est également acquis un grand respect pour les fonctions importantes qu'il a occupées ultérieurement dans la vie publique, telles que celles d'Ambassadeur du Brésil à Washington et de Ministre chargé de l'environnement. En tant que Ministre des finances, à l'époque cruciale de la mise en oeuvre du plan «Real», il a joué un rôle majeur dans la stabilisation de l'économie brésilienne et contribué de manière décisive aux négociations qui ont mené au renforcement du Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR).

L'Ambassadeur Ricupero a accédé au poste de Secrétaire général de la CNUCED à un moment particulièrement opportun, alors que l'Organisation des Nations Unies célèbre son cinquantième anniversaire. Il sera certainement à même de contribuer de façon importante aux efforts actuellement en cours pour promouvoir le rôle de l'ONU dans les questions centrales de l'économie mondiale. La mise en

oeuvre des négociations d'Uruguay et la création de l'Organisation mondiale du commerce représentent un progrès historique pour l'économie internationale. Je suis persuadé que la CNUCED continuera, avec notre soutien renouvelé, de jouer un rôle de premier plan dans l'ère postérieure aux négociations d'Uruguay.

En tant que Représentant permanent du Brésil à l'Organisation des Nations Unies, je voudrais une fois de plus souligner combien mon pays est fier de voir l'un de ses plus éminents citoyens accéder à un poste aussi important et stimulant.

**Le Président :** Nous avons ainsi achevé l'examen du point 17 k) de l'ordre du jour.

#### **Point 42 de l'ordre du jour (suite)**

**La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement**

**Rapport du Secrétaire général (A/49/955)**

**Note du Secrétaire général (A/49/929)**

**Lettre du Secrétaire général (A/49/882)**

**Projet de résolution (A/49/L.69)**

**Le Président :** Le rapport du Secrétaire général a été distribué sous la cote A/49/955.

La note du Secrétaire général transmettant le deuxième rapport du Directeur de la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme au Guatemala été publiée sous la cote A/49/929.

En outre, une lettre du Secrétaire général datée du 10 avril 1995 a été distribuée sous la cote A/49/882.

L'Assemblée générale est également saisie d'un projet de résolution publié sous la cote A/49/L.69.

Je donne la parole au représentant du Mexique qui va présenter le projet de résolution A/49/L.69.

**M. Albin (Mexique) (interprétation de l'espagnol) :** J'aimerais tout d'abord informer l'Assemblée qu'en plus des six pays énumérés dans le projet de résolution, les pays

suivants se sont également portés coauteurs du projet de résolution : Argentine, Autriche, Belgique, Belize, Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Guatemala, Honduras, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nicaragua, Panama, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Slovaquie, Suède et Royaume-Uni.

Au nom des auteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution distribué sous la cote A/49/L.69, intitulé «Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala».

Le rapport que le Secrétaire général a présenté le 11 août dernier, et qui a été distribué en tant que document A/49/955, indique que la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA) a continué de s'acquitter du mandat de vérification qui lui a été confié dans l'Accord général relatif aux droits de l'homme et de contribuer au renforcement des institutions et des entités nationales chargées de la protection des droits de l'homme au Guatemala. Le Secrétaire général fait également allusion dans ce rapport à l'importance de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones et à la requête des parties tendant à ce que la Mission vérifie les aspects de l'Accord relatifs aux droits de l'homme.

Le rapport du Directeur de la Mission, présenté à l'Assemblée générale par le Secrétaire général et distribué sous la cote A/49/929, contient le cadre dans lequel la Mission a entrepris ses activités, une description des travaux qu'elle a accomplis, y compris des résumés de divers cas qui ont été examinés, et les conclusions et recommandations relatives à l'application des engagements prévus dans l'Accord général relatif aux droits de l'homme. Entre autres éléments positifs signalés par le Directeur de la MINUGUA on trouve la coopération et l'appui apportés par les parties aux travaux de la Mission.

Ce qui précède montre clairement que la MINUGUA est un instrument efficace qui permet à la communauté internationale d'appuyer les efforts déployés par les Guatémaltèques pour parvenir à l'instauration d'une paix définitive dans leur pays. Nous, les auteurs, sommes convaincus que la présence de la MINUGUA au Guatemala est importante et doit continuer. Le projet de résolution que nous présentons aujourd'hui à l'Assemblée générale proroge le

mandat de la Mission pour une nouvelle période de six mois, suite à la recommandation du Secrétaire général.

Le projet de résolution se félicite de la signature de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones, soulignant son importance pour le processus de paix au Guatemala et signalant qu'il s'agit également d'un événement décisif de la Décennie internationale des populations autochtones. Par ailleurs, il prend note de la demande formulée par les parties pour que la MINUGUA vérifie immédiatement les aspects dudit Accord ayant trait aux droits de l'homme.

Il se félicite du rapport du Secrétaire général sur la MINUGUA, prend note du deuxième rapport du Directeur de la Mission et lance un appel au Gouvernement guatémaltèque et à l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) pour qu'ils appliquent les recommandations qui figurent dans les premier et deuxième rapports du Directeur de la Mission et pour qu'ils respectent pleinement les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'Accord général relatif aux droits de l'homme ainsi que les aspects de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones portant sur les droits de l'homme.

Le projet souligne également l'importance de la mobilisation des ressources nationales et internationales afin de renforcer le système guatémaltèque de protection des droits de l'homme et se félicite de l'appui apporté par la communauté des donateurs à l'application des accords conclus dans le cadre du processus de paix au Guatemala, ainsi que les efforts déployés par les institutions financières internationales et régionales.

Il réaffirme l'importance de l'engagement pris par les parties aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme de prêter tout leur appui à la Mission et toute la coopération dont elle pourrait avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions, en particulier pour ce qui est de garantir la sécurité des membres de la Mission.

Il invite également les parties à conclure un accord sur la question intitulée «Aspects socio-économiques et situation agraire» examinée actuellement dans le cadre du processus de négociation, et de poursuivre leurs efforts en vue de conclure au plus tôt un accord pour l'instauration d'une paix ferme et durable.

Enfin, le projet de résolution prie le Secrétaire général de garder l'Assemblée générale pleinement informée de l'application de la résolution.

Comme je l'ai déjà dit, nous, les auteurs, sommes convaincus que la prorogation du mandat de la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala est un élément qui permet à la communauté internationale de contribuer aux efforts déployés par le peuple guatémaltèque pour parvenir à la réconciliation. Elle constitue également un appui important au dialogue et à la négociation entre le Gouvernement guatémaltèque et l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca, l'objectif étant d'arriver à un accord de paix définitif dans les meilleurs délais.

Compte tenu de tout ce qui précède, nous sommes certains que ce projet de résolution, qui est l'expression de l'effort consenti par la communauté internationale à l'appui du processus de paix au Guatemala, sera adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale.

**M. Yañez-Barnuevo** (Espagne) (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne.

L'Union européenne note avec satisfaction que, depuis la création par l'Assemblée générale il y a un an de la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA), la Mission n'a cessé de se renforcer en tant qu'instrument solide et efficace de vérification des droits de l'homme, à l'appui du processus de paix dans ce pays centraméricain.

Depuis l'adoption de la résolution 49/236 le 31 mars dernier, par laquelle le mandat de la MINUGUA a été prorogé pour une période de six mois, nous avons reçu le deuxième rapport du Directeur de la Mission, M. Leonardo Franco, en date du 29 juin, dont les conclusions et recommandations méritent d'être soulignées.

D'une part, parmi les facteurs positifs, il convient de souligner, en particulier, la coopération des parties et leur appui aux travaux de la Mission, l'exercice généralisé de la liberté d'expression, la volonté des plus hautes autorités guatémaltèques de promouvoir les enquêtes et d'élucider les faits délictueux, et le fait que le gouvernement n'a pas favorisé la création de nouveaux comités volontaires de défense civile.

D'autre part, parmi les aspects préoccupants, il convient de signaler que la majorité des cas de dénonciation présentés à la Mission se rapportent à des violations du

droit à la vie, à l'intégrité et à la sécurité de la personne et à la liberté, ce qui prouve que le principal obstacle à l'exercice des droits de l'homme au Guatemala continue d'être l'impunité, soulignant ainsi la responsabilité qui incombe aux divers secteurs de l'État de la combattre.

Nous avons également pris note du rapport (A/49/955) du Secrétaire général du 11 août 1995 sur la MINUGUA, qui contient l'évaluation, par le Directeur de la Mission, des ressources nécessaires pour la vérification des aspects de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones portant sur les droits de l'homme et pour d'autres activités de la Mission.

L'Union européenne rappelle aux deux parties les dispositions de la résolution 49/236 de l'Assemblée générale, et leur demande instamment de redoubler d'efforts pour respecter pleinement les engagements qu'ils ont pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme et, en particulier, pour appliquer les recommandations contenues dans les rapports de la MINUGUA. Elle souligne également que tous les secteurs de la société ont la responsabilité de coopérer à l'élimination de la culture de la violence et de l'intolérance.

L'Union européenne se félicite que les parties aient récemment manifesté leur volonté de parvenir rapidement à la conclusion d'un accord de paix ferme et durable. La Déclaration de Contadora, que toutes les parties au processus de paix au Guatemala ont signée le 22 août 1995, est un message encourageant pour la communauté internationale. Elle met en lumière le ferme attachement des parties à l'égard du processus de paix et l'importance qu'elles accordent au fait que les prochaines élections dans le pays puissent se dérouler dans les meilleures conditions possibles.

Les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Contadora, dont l'importance a été mise en exergue par l'Union européenne dans la déclaration faite par le Président de l'Union le 12 septembre dernier, et l'annonce par l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) qu'elle observera un cessez-le-feu pendant la période électorale du 1er au 13 novembre, contribueront à l'instauration d'un climat favorable dans lequel le peuple guatémalteque pourra, le 12 novembre prochain, se rendre aux urnes en toute liberté et sans intimidation aucune.

Le plein respect des droits de l'homme de la population permettra également la participation de l'ensemble de la population du Guatemala ainsi que le déroulement pacifique des élections. Dans les zones rurales, cela exige plus

particulièrement la collaboration totale des comités volontaires de défense civile (CVDC), afin qu'ils respectent et favorisent le climat de paix indispensable au bon déroulement des élections.

Nous espérons aussi que les négociations entre le Gouvernement guatémalteque et l'URNG permettront de parvenir à un accord sur les «aspects socio-économiques et la situation agraire», grâce à l'esprit positif et à la volonté politique des deux parties, pour qu'au plus vite un accord de paix ferme et durable soit conclu.

L'Union européenne encourage les parties à continuer dans cette voie, et elle se félicite du rôle de médiation joué par l'Envoyé spécial du Secrétaire général et par le modérateur du processus de paix au Guatemala, avec l'aide du Groupe d'amis, pour faciliter la réussite du processus de paix.

Les États membres de l'Union européenne ont parrainé le projet de résolution A/49/L.69, préparé par le «Groupe des amis», qui vient d'être présenté par le représentant du Mexique. Le projet prorogerait pour une nouvelle période de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 18 mars 1996, le mandat de la MINUGUA, comme le recommande le Secrétaire général dans son rapport du 11 août dernier. Nous l'avons fait, étant entendu que les dépenses supplémentaires pour le financement de la Mission du 1er janvier au 18 mars 1996 seront imputées sur les ressources approuvées à cet effet dans le budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. Nous espérons que l'Assemblée générale adoptera le projet de résolution par consensus.

En vertu de ce projet, la MINUGUA renforcerait et élargirait sa mission pour englober la vérification des aspects de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones ayant trait aux droits de l'homme, signé par le Gouvernement guatémalteque et l'URNG le 31 mars 1995. Cela lui permettrait de renforcer encore son effet dissuasif pour ce qui est des violations des droits de l'homme et d'éliminer la culture de l'impunité, avec la collaboration des parties au processus de paix au Guatemala et l'ensemble de la société guatémalteque.

L'Union européenne estime que, grâce à la présence de la MINUGUA, les Nations Unies contribuent de façon active et positive au processus de paix au Guatemala en aidant et en encourageant les parties à parvenir à une paix ferme et durable qui permettra de jeter les bases de la démocratie et du développement ainsi que d'une authentique réconciliation nationale, dans un climat de liberté et de justice.

Les progrès enregistrés dans les négociations de paix et les prochaines élections du 12 novembre prouvent que le peuple guatémaltèque souhaite ardemment participer à la dynamique de paix, de démocratie et de développement que connaît l'Amérique centrale. Nous espérons que grâce à l'engagement des parties ce souhait pourra rapidement devenir une réalité pour chaque citoyen guatémaltèque.

**M. Biørn Lian** (Norvège) (*interprétation de l'anglais*) : La Norvège est membre du «Groupe des amis» et l'un des coauteurs du projet de résolution A/49/L.69. Aussi, j'aimerais faire une déclaration à ce sujet.

Il a été difficile de respecter le calendrier du processus de négociation au Guatemala et il paraît désormais peu probable qu'un accord de paix définitif puisse être signé sous la présidence actuelle. S'il faut le regretter, les Nations Unies et la communauté internationale n'en doivent pas moins persister dans leurs efforts pour réaliser et appuyer la paix au Guatemala. Les négociations sont difficiles, mais il importe de garder à l'esprit qu'un accord très important relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones a été signé en mars et que l'on progresse sur la question concernant les aspects socio-économiques et la situation agraire.

La dynamique du processus de paix doit être maintenue. On a des raisons de croire que les prochaines élections vont renforcer les institutions démocratiques du Guatemala. Des secteurs qui, traditionnellement, n'ont pas participé au processus électoral ont adopté à cette occasion une démarche beaucoup plus positive. Les électeurs sont placés devant des choix politiques plus nombreux et l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) encourage les Guatémaltèques à exercer leur droit de vote. Elle a en outre proclamé un cessez-le-feu unilatéral pour les deux semaines précédant les élections. Il est extrêmement important que le nouveau Président ainsi que les principaux partis représentés à la nouvelle assemblée nationale restent attachés au processus de paix. La récente Déclaration de Contadora est de bon augure à cet égard.

La mise en place et le déploiement au Guatemala de la Mission de vérification des droits de l'homme (MINUGUA) représente un grand pas en avant dans le processus de paix. La présence de la MINUGUA incite les parties au conflit armé à respecter leurs engagements et laisse à nouveau espérer à la population civile que la paix, la justice, la reconstruction et la réconciliation nationale peuvent devenir une réalité au Guatemala. Entre-temps, les Membres des Nations Unies doivent veiller à ce que la

MINUGUA soit dotée des moyens nécessaires pour s'acquitter de son mandat.

La Commission de paix gouvernementale et l'URNG semblent désormais adopter une attitude constructive et réaliste à l'égard des négociations de paix. Il importe que tous les secteurs de la société guatémaltèque manifestent le même esprit. La paix est un premier pas indispensable avant que le peuple guatémaltèque puisse relever les formidables défis d'ordre économique et social auxquels il est confronté. Pour certains secteurs, il sera peut-être nécessaire de renoncer à certains de leurs privilèges afin que le Guatemala devienne un pays où la vie sera meilleure pour tous les Guatémaltèques. Une participation massive aux prochaines élections serait un signe encourageant que les Guatémaltèques sont prêts, par des moyens pacifiques, à prendre leur destin en mains. Dans leurs efforts, ils doivent pouvoir compter sur l'aide et l'appui indéfectibles de la communauté internationale.

C'est sur cette toile de fond que nous recommandons l'adoption par consensus du projet de résolution A/49/L.69 concernant le renouvellement du mandat de la MINUGUA pour une nouvelle période de six mois.

**Le Président** : Nous venons d'entendre le dernier orateur inscrit pour le débat sur ce point.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/49/L.69, intitulé «Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala».

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

**M. Perfiliev**, Directeur, Division des affaires de l'Assemblée générale, Département des affaires politiques : Je souhaite informer les membres que si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/49/L.69, elle déciderait, entre autres dispositions, d'autoriser le renouvellement du mandat de la Mission pour une nouvelle période de six mois, à savoir jusqu'au 18 mars 1996, conformément à la recommandation du Secrétaire général.

Dans le cadre de l'adoption de sa résolution 49/236 A, l'Assemblée générale a approuvé les crédits additionnels nécessaires au financement du mandat en cours et a autorisé le Secrétaire général à engager des ressources additionnelles en 1995 dans le cas où le mandat de la Mission serait de nouveau reconduit. Le Secrétaire général ne prévoit pas que la mise en oeuvre du projet de résolution A/49/L.69 exige

un montant de ressources supérieur à celui qui a ainsi été approuvé pour l'exercice biennal 1994-1995.

S'agissant des ressources additionnelles pour 1996, le Secrétaire général entend présenter à l'Assemblée générale, à sa cinquantième session, un rapport qui donnera de plus amples précisions sur l'exécution du mandat de la Mission afin de soumettre ses propositions à l'approbation de l'Assemblée ainsi que les crédits nécessaires à inscrire au budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

**Le Président :** Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/49/L.69?

*Le projet de résolution A/49/L.69 est adopté (résolution 49/236 B).*

**M. Castellanos-Carrillo (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) :** Je voudrais exprimer la reconnaissance du peuple et du Gouvernement guatémaltèques à la communauté internationale, représentée en cette Assemblée, pour avoir, une fois de plus, fait preuve de son ferme attachement au processus de paix guatémaltèque en prorogeant pour la deuxième fois le mandat de la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA), qui vient d'être acceptée par consensus. Ainsi a donc été approuvée la recommandation du Secrétaire général contenue dans son rapport du 11 août 1995, qui figure dans le document A/49/955. Nos remerciements s'adressent tout particulièrement au Groupe des amis du processus de paix au Guatemala et aux autres auteurs du projet de résolution qui vient d'être adopté. Il va sans dire que nous sommes profondément reconnaissants au Secrétaire général de l'appui qu'il continue d'apporter au processus de paix, ainsi qu'à ses collaborateurs dans cette tâche ardue.

Le Gouvernement guatémaltèque a fait tout ce qui était en son pouvoir pour être à la hauteur de l'admirable travail qu'a réalisé et que continue de réaliser la MINUGUA pour aider le Guatemala à résoudre le problème le plus pressant et le plus dramatique parmi les nombreux problèmes auxquels il doit faire face. Il s'agit de la nécessité pressante d'instaurer une paix ferme et durable, condition nécessaire pour que les droits de l'homme soient respectés, pour que les institutions démocratiques soient renforcées et, sur ces bases indispensables, pour pouvoir commencer à progresser sur le plan économique. La nécessité de progresser dans ce sens est particulièrement importante compte tenu de

l'extrême pauvreté dans laquelle vit une partie considérable de la population.

Il est regrettable que la conclusion des accords envisagés avec l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) n'ait pu avoir lieu selon le nouveau calendrier convenu. Il convient toutefois de signaler que le jour même de la dernière prorogation de la MINUGUA, c'est-à-dire le 31 mars 1995, a été signé le sixième des accords conclus entre le gouvernement et l'URNG, autrement dit l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones, que les parties sont convenues d'appliquer immédiatement pour ce qui a trait aux droits de l'homme. Dans son rapport précité, le Secrétaire général considère que cet accord

«est de très bon augure, alors que s'ouvre la Décennie internationale des populations autochtones.» (A/49/955, par. 2)

Mon gouvernement voudrait souligner en outre que, d'après ce que le Secrétaire général dit dans son rapport, les négociations avec l'UNRG ont acquis un nouvel élan, tandis que les parties ont fait preuve de la volonté politique nécessaire pour aller de l'avant. D'autres éléments positifs qui méritent également d'être mentionnés sont indiqués par le Secrétaire général au paragraphe 5 de son rapport. Parmi eux figurent l'arrêt quasi complet de la conscription forcée, l'exercice généralisé de la liberté d'expression, la volonté des autorités de faire avancer les enquêtes et de faire la lumière sur les actes délictueux, et le fait de ne pas avoir favorisé la création de nouveaux comités volontaires de défense civile. En ce moment même les parties sont en train de négocier dans la ville mexicaine de Puebla sur la question importante des aspects socio-économiques et de la situation agraire.

Ainsi, malgré les facteurs profondément enracinés qui, depuis longtemps, affectent le pays dans les domaines social et institutionnel, il est à espérer que dans un avenir proche cette situation, qui est en partie un vestige de la guerre froide, sera corrigée, permettant ainsi l'instauration d'une paix permanente, qui est le désir le plus ardent du peuple guatémaltèque.

Nous sommes certains que les obstacles qui empêchent d'arriver à une paix définitive au Guatemala seront bientôt vaincus. Le jour où cet objectif sera atteint, nous pourrions affirmer que la contribution de l'ONU au processus de paix aura été essentielle.

**Le Président :** Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite achever l'examen du point 42 de l'ordre du jour?



*Il en est ainsi décidé.*

**Point 92 de l'ordre du jour (suite)**

**Agenda pour le développement**

**a) Rapport intérimaire du Groupe de travail ad hoc de l'Assemblée générale, à composition non limitée, chargé d'élaborer un agenda pour le développement (A/49/45)**

**b) Projet de décision (A/49/45, sect. III)**

**Le Président :** Les représentants se souviendront que par sa résolution 49/126 du 19 décembre 1994, l'Assemblée a décidé de créer un Groupe de travail ad hoc de l'Assemblée générale, à composition non limitée, chargé d'élaborer un agenda pour le développement et lui a demandé de lui présenter un rapport sur l'état d'avancement de ses travaux avant la clôture de sa quarante-neuvième session.

L'Assemblée générale est saisie, au titre de ce point, d'un rapport intérimaire du Groupe de travail ad hoc à composition non limitée (document A/49/45) et d'un projet de décision figurant à la section III de ce rapport.

À ce stade, j'aimerais féliciter et remercier les Vice-Présidents qui ont assumé la charge des travaux de ce groupe, à savoir les Ambassadeurs René Valéry Mongbé, du Bénin, et S. E. M. Peter Osvald, de la Suède. Ils ont non seulement fait preuve de compétence, mais aussi et surtout de détermination à pouvoir conduire les travaux de ce groupe dans les meilleures conditions possibles.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision figurant à la partie III du rapport intérimaire du Groupe de travail ad hoc à composition non limitée contenu dans le document A/49/45.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de décision?

*Le projet de décision est adopté.*

**Le Président :** Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite clore l'examen du point 92 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

**Rapports de la Cinquième Commission**

**Le Président :** L'Assemblée générale va maintenant examiner les rapports de la Cinquième Commission sur les points 105 et 132 de l'ordre du jour.

J'invite le Rapporteur de la Cinquième Commission à présenter les rapports de la Cinquième Commission en une seule intervention.

**M. Djacta** (Algérie), Rapporteur de la Cinquième Commission : J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui à l'Assemblée générale deux rapports de la Cinquième Commission concernant les points 105 et 132 de l'ordre du jour.

Bien entendu, l'Assemblée générale a déjà examiné les rapports de la Cinquième Commission sur le point 10 de l'ordre du jour, «Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation» et sur le point 107 de l'ordre du jour «Budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995».

En ce qui concerne le point 105 de l'ordre du jour, intitulé «Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies», le rapport de la Cinquième Commission est contenu dans le document A/49/820/Add.2. Au paragraphe 5 de ce rapport, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale de reporter à sa cinquantième session l'examen de la question de la rationalisation des travaux de la Cinquième Commission. Ce projet de décision a été adopté par la Commission sans procéder à un vote.

S'agissant du point 132 de l'ordre du jour, intitulé «Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations du maintien de la paix des Nations Unies», le rapport de la Cinquième Commission est contenu dans le document A/49/947/Add.1. Au paragraphe 7 de ce rapport, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption d'un projet de résolution, lequel a été adopté par la Commission sans être mis aux voix.

Avant de conclure sur les travaux de la Cinquième Commission durant cette quarante-neuvième session de l'Assemblée générale, je dois remercier le secrétariat de la Cinquième Commission, et en particulier M. Joseph Acakpo-Satchivi, à qui on doit rendre un hommage particulier. Je dois signaler que le secrétariat de la Cinquième Commission nécessite un renforcement en ressources humaines pour pouvoir s'acquitter de ses tâches concernant la Cinquième Commission et le Comité de programme et de coordination, et je lance un appel à l'Assemblée générale de prendre ça en considération dès le commencement de la prochaine session de l'Assemblée générale.

**Le Président :** Je remercie le Rapporteur de la Cinquième Commission. Si aucune proposition n'est faite au titre de l'article 66 du règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas examiner les rapports de la Cinquième Commission dont elle est saisie aujourd'hui.

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président :** Je rappelle aux représentants qu'au paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée générale a décidé que

«Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission.»

Je rappelle également aux délégations que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Avant que l'Assemblée ne se prononce sur la recommandation figurant dans les rapports de la Cinquième Commission, je souhaite informer les représentants que nous allons suivre la même procédure que la Cinquième Commission pour la prise des décisions.

#### **Point 105 de l'ordre du jour (suite)**

##### **Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies : rapport de la Cinquième Commission (Part III) (A/49/820/Add.2)**

**Le Président :** L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 5 de la partie III de son rapport.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de décision?

*Le projet de décision est adopté.*

**Le Président :** Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite clore l'examen du point 105 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 132 de l'ordre du jour (suite)**

##### **Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : rapport de la Cinquième Commission (Part II) (A/49/947/Add.1)**

**Le Président :** L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution intitulé «Transfert du Bélarus au groupe des États Membres mentionnés à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 43/232», que la Cinquième Commission a recommandé dans son rapport.

Le projet de résolution a été adopté par la Cinquième Commission sans être mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

*Le projet de résolution est adopté (résolution 49/249 B).*

**M. Hudyma (Ukraine) (interprétation du russe) :** La délégation ukrainienne se félicite de l'adoption par l'Assemblée générale du projet de résolution concernant le reclassement du Bélarus dans le groupe C du barème spécial des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix. À notre avis, c'est un pas dans la bonne direction, qui conduira à l'élimination de ces contradictions criantes qui, malheureusement, en raison de circonstances bien connues, font encore obstacle à l'établissement de conditions normales pour ce qui est de la participation des pays au financement des activités de maintien de la paix des Nations Unies.

Il y a plus de deux ans que le Gouvernement ukrainien a demandé aux Membres de l'Organisation de faire passer l'Ukraine du groupe B au groupe C du barème spécial des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix. Cependant, même à l'heure actuelle, alors que la plupart des États Membres reconnaissent que la présence de l'Ukraine dans le groupe B est l'un des paradoxes de la situation financière actuelle, une solution au problème n'a pas encore été trouvée.

À cause de sa situation économique difficile, et également à cause de sa contribution excessivement importante

au financement des activités des Nations Unies, en particulier aux opérations de maintien de la paix, l'Ukraine est devenue un des principaux pays débiteurs de l'Organisation. Tout en affirmant notre attachement aux notions de viabilité et de santé financière de l'ONU, lesquelles peuvent être réalisées par l'application d'une réforme globale, notre délégation tient à dire que notre gouvernement ne peut plus continuer d'accepter la situation actuelle.

Au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale, l'Ukraine prendra des mesures visant à ce qu'une décision immédiate soit prise pour notre transfert dans le groupe C. En dernière analyse, cette décision conduira à l'amélioration et la stabilisation de la situation financière des Nations Unies.

**Le Président** : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite clore l'examen du point 132 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

### **Programme de travail**

**Le Président** : Je voudrais rappeler aux délégations que la première réunion du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le renforcement du système des Nations Unies se tiendra le lundi 18 septembre 1995, à 10 heures, dans la salle de l'Assemblée générale.

*La séance est levée à 13 h 15.*